

<https://www.pressegauche.org/Negociations-du-secteur-public-Oui-Monsieur-Legault-les-surplus-doivent>



# Négociations du secteur public - « Oui Monsieur Legault, les surplus doivent répondre aux besoins criants de la population »

Publication date: samedi 14 septembre 2019



- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 14 sept. 2019 - « Les travailleuses et les travailleurs des services publics sont aussi des Québécoises et des Québécois qui paient des impôts et contribuent à la vitalité économique du Québec. » C'est le message que les centrales syndicales souhaitent envoyer au premier ministre en réponse à ses propos d'hier concernant les négociations du secteur public qui débiteront sous peu.**

En conférence de presse, à la sortie du caucus présessionnel de la CAQ, François Legault a tenu à répéter que les surplus devaient revenir dans les poches des citoyennes et des citoyens du Québec. Et cela, tout en indiquant aux quelque 500 000 personnes qui, au quotidien, soignent, accompagnent, enseignent et répondent aux besoins de la population québécoise, que les coffres de l'État seraient vides lorsque viendrait le temps d'injecter de l'argent dans les services publics pour tenter de réparer les dégâts causés par des années de compressions budgétaires.

Pour les centrales syndicales, la crise qui sévit actuellement dans les réseaux publics impose un important réinvestissement dans les services. « Les travailleuses et les travailleurs des établissements de santé et de services sociaux, d'éducation et des organismes gouvernementaux ont vécu doublement les impacts de l'austérité. D'abord en subissant, comme l'ensemble de la population, la diminution de l'accessibilité à divers services. Ensuite, en voyant leurs conditions de travail se détériorer gravement. Ce sont les personnes qui, encore aujourd'hui, sont les plus touchées par les conséquences désastreuses de la gouvernance libérale », lance Caroline Senneville, vice-présidente de la CSN.

Les salaires insuffisants et les mauvaises conditions de travail dans le secteur public inquiètent les organisations syndicales quant à la capacité de recruter et de retenir le personnel, particulièrement avec la pénurie de main d'oeuvre qui s'aggrave au Québec. « De la bouche même du gouvernement, il va manquer, dans les cinq prochaines années, des dizaines de milliers de personnes pour combler les besoins de personnel dans les services publics. Avec ce qui se vit actuellement sur le terrain, la surcharge, la précarité, l'épuisement professionnel, on ne trouvera plus personne pour venir travailler dans les réseaux. Ça prend un sérieux coup de barre », affirme Daniel Boyer, président de la FTQ.

Les centrales dénoncent aussi l'intention du gouvernement de négocier sur la place publique, alors qu'elles sont toujours en consultation auprès de leurs membres sur les cahiers de revendications à déposer auprès du Conseil du trésor. « À l'aube d'une négociation pour le renouvellement de leur convention collective, Monsieur Legault parle de clarté alors je serai très claire avec lui : en faisant une telle déclaration, il nie le droit du personnel du secteur public à une libre négociation, au moment même où ils sont en processus de consultation. C'est complètement irrespectueux à leur égard ! », conclut Sonia Ethier, présidente de la CSQ.

Ensemble, les centrales syndicales représentent plus de 305 000 travailleuses et travailleurs de l'État québécois.